



09-11-2012

Syndicats et capital :

le choix de l'intégration

Pour parvenir à ses fins (l'accumulation de profits), le capital a toujours utilisé les mêmes recettes : diviser la classe ouvrière, l'empêcher de s'organiser, l'intégrer dans la gestion de ses objectifs.

Les luttes sociales ont permis aux travailleurs de faire face, de s'unir et s'organiser en syndicats, d'arracher des acquis sociaux considérables. Mais le capitalisme est resté, il n'a jamais été chassé, ses objectifs n'ont pas changés, ce qui a été cédé par les luttes, il tente de le récupérer le plus vite possible en fonction des rapports de force.

En 30 ans, la situation de la classe ouvrière s'est fortement dégradée, le capital s'est mondialisé, les profits ont explosé au prix de graves conséquences sociales.

Pauvreté, précarité, chômage, bas salaires, pénibilité du travail, services publics détruits, entreprises publiques aujourd'hui aux mains de multinationales, l'antagonisme entre capital et travail prend tout son sens.

Le capitalisme est en crise, confronté à la recherche de nouvelles sources de profits et vite, il a besoin d'un état à sa botte (c'est fait), et de paix sociale pour accentuer l'exploitation du peuple. Il a la hantise des luttes, seul moyen pour les travailleurs pour le faire reculer. Les partis politiques et les syndicats sont donc au centre des rapports de force à construire.

Pour ce qui concerne les partis politiques, nous savons depuis longtemps qu'aucun ne remet en cause le système économique existant. Le capitalisme est leur système, leurs « différences » ne concernent que le rythme de son développement.

Les dernières mesures d'austérité prises par le gouvernement Hollande sont partagées par le MEDEF et la droite et aucun parti politique ne cible le capitalisme comme étant la cause fondamentale responsable de la situation économique et sociale.

Les centrales syndicales qui ont pour rôle (théoriquement) la défense des intérêts des travailleurs, ont depuis longtemps délaissé le terrain des luttes pour celui des « négociations permanentes » avec le patronat et le

gouvernement. Ce qui a pour conséquences d'importants reculs sociaux comme la retraite, la flexibilité du travail, l'emploi, le droit du travail, la formation...

La CFDT comme toujours, est à la pointe de cette démarche, elle approuve toutes les décisions du MEDEF et se dit « satisfaite » du plan d'austérité du gouvernement : « Le crédit d'impôts est une bonne idée » déclare-t-elle, le « coût du travail est un problème pour la compétitivité des entreprises », on ne peut pas être plus clair.

J.-C. Mailly de Force Ouvrière n'en pense pas moins, il est également « plutôt satisfait », et il ajoute que la hausse de la TVA lui semble « raisonnable ».

La CGT, réunie les 6 et 7 Novembre en Conseil National a consacré essentiellement les deux jours de ses débats à la préparation de son futur congrès.

Dans un communiqué, publié après sa réunion, elle « conteste fortement les volets essentiels du dispositif du gouvernement » Soit !!

« C'est inacceptable » dit-elle en dénonçant avec juste raison la baisse du pouvoir d'achat due à la hausse de la TVA, la dégradation de la qualité des services publics, les nouvelles aides aux entreprises, les dividendes versés aux actionnaires...Très bien !!

Mais lorsqu'il s'agit d'en tirer les conclusions, elle ne dit rien sur les causes de ces mesures.

Au contraire, elle appelle à « lutter contre la spéculation en mettant à contribution les revenus financiers des entreprises et des particuliers ». Elle appelle également à manifester le 14 Novembre pour une « Europe sociale », contre les plans d'austérité en Europe, elle n'appelle pas à la lutte de classe contre les objectifs du capital et du gouvernement partout tous ensemble. On est loin du niveau des luttes nécessaires et de leur développement pour leur faire échec.

La classe ouvrière a besoin d'un syndicalisme de lutte de classe Il n'y a pas de social sans luttes. Développer les luttes de plus en plus fortes tous ensemble est urgent.

Le syndicalisme français a fait le choix politique du « dialogue social » avec les patrons et le gouvernement à leur service.

Les luttes peuvent changer la donne, construire un syndicalisme de classe va dépendre de leur niveau partout dans les entreprises.

www.sitecommunistes.org